

[Texte]

at least in my next question, I heard the term this morning 'farming government' in the west. Maybe, the other day, a little about as long as we have crop failures, we will have good pay-outs in the west. Are the western farmers being treated equitably to the eastern Canada farmers, or when you assess all the various acts that are in place, does it come out equal? Is there a leaning one way or the other, or perhaps you do not want to . . .

Mr. Lavoie: It is difficult to answer directly. There is no doubt that in relation to the value of the commodity, or the cash received, if you want, at the federal government level, we spend relatively more on grain than we spend on other commodities. No doubt about it. If you add what is spent by the provincial government, I do not know. We would have to see the figures. Usually the Prairie provinces did not have a very high budget for agriculture in relation to the importance of agriculture in these provinces. It is no more the case. It is surely not the case in 1985-86, with the various programs announced by Alberta, for example, and a few other ones that have been announced recently by Saskatchewan, because they are the balance east-west as far as the provincial governments are concerned, I will say it is pretty equivalent.

In the past, if you use the budget of the provincial governments dealing with agriculture, in comparison with the total cash received, you started with the highest in Newfoundland for obvious reasons. When you have only 100 or 200 farmers, only the admin costs and you are already at a very high level of expenses by farmers or by cash received.

The Prairie provinces and Ontario used to be at the lower end of the per capita expenditures, or something like that, on a provincial basis. We already have, not with the WGSA but with the other subsidization, in many cases in the provinces, the administration of the stabilization programs and the crop insurance programs are made by the same people. They are complementary within the administration. I do not think we initially have to have only one act in order to have the two acts complement each other, and to have a better service to the producer. The idea behind what the provinces are doing now is more or less a one-stop shopping. I guess to help and to assist producers in cases like the one raised by Mr. Porter a few minutes ago. This is obviously also possible at the federal level.

Mr. Porter: Perhaps, we would not be changing things in eastern Ontario to catch up with the west. We would change things in the west to catch up to what is happening in eastern Canada, rather. Is this a fair statement? Where we bring it under one hat, one place.

[Traduction]

ment, je vous dirais que c'est la première fois ce matin que j'entends parler d'une «gouvernement agricole» dans l'Ouest. On en a peut-être parlé un peu l'autre jour en disant que tant qu'il y aura des mauvaises récoltes, l'Ouest bénéficiera d'abondants versements. Les agriculteurs de l'Ouest sont-ils traités équitablement par rapport à ceux de l'Est? Lorsqu'on tient compte de toutes les lois qui existent, les choses se comparent-elles? Y a-t-il un camp qui serait avantage par rapport à l'autre, à moins que . . .

M. Lavoie: Il est difficile de donner une réponse directe à cette question. Il est évident que par rapport à la valeur du produit ou aux versements touchés, au niveau fédéral nous dépensons certainement davantage pour les céréales que pour les autres produits. Cela ne fait aucun doute. Si vous ajoutez maintenant ce que dépense le gouvernement provincial, là je n'en sais rien. Il faudrait voir les chiffres. En règle générale, les provinces des Prairies n'avaient pas de très gros budgets pour l'agriculture, compte tenu de l'importance de ce secteur pour leur économie, mais ce n'est plus le cas. Ce n'est certainement pas le cas pour l'exercice 1985-1986 en Alberta, avec tous les programmes qui viennent d'être annoncés, et il y en a d'autres également qui ont été récemment annoncés par la Saskatchewan en raison précisément du fait que ces programmes viennent rétablir l'équilibre entre l'Est et l'Ouest grâce à cette intervention provinciale et je dirais dès lors que les choses s'équivalent à peu près.

Jadis, prenez le cas des budgets provinciaux dans le domaine de l'agriculture, par rapport à tous les versements que ces provinces recevaient, c'est Terre-Neuve qui arrivait en première place pour des raisons évidentes. Avec 100 ou 200 agriculteurs seulement, rien que les frais administratifs constituent déjà un poste de dépenses très élevé, proportionnellement au nombre d'agriculteurs ou au total des versements.

Les provinces des Prairies et l'Ontario étaient jadis au bas de la liste pour ce qui est de la dépense par habitant au niveau provincial. Mais nous avons déjà, pas avec le programme de stabilisation mais avec d'autres subventions que touchent bien souvent les provinces, une administration des programmes de stabilisation et des programmes d'assurance-récolte qui relèvent des mêmes responsables. Au sein de l'administration, les deux sont complémentaires. Je ne pense pas qu'il nous faille vraiment n'avoir qu'une seule loi pour que les deux que nous avons actuellement puissent se compléter, pour que les services offerts aux producteurs soient meilleurs. En fait, ce que les provinces font actuellement, c'est plus ou moins concentrer leurs efforts, et je dirais qu'elles le font précisément pour aider les producteurs dans les cas comme celui qu'a mentionné il y a quelques instants M. Porter. Mais de toute évidence il serait également possible de le faire au niveau fédéral.

M. Porter: Peut-être ne changerions-nous rien pour l'est de l'Ontario en rattrapant l'Ouest. Ce serait plutôt l'inverse, nous changerions les choses dans l'Ouest pour rattraper l'est du pays. Est-ce que je me trompe? Si tout était regroupé au même endroit.